



Fiche pays

Guinée-Bissau

(Programme ACO)





L'équipe HI et les zones d'intervention

L'équipe HI en Guinée-Bissau est composée de 4 salariés.

Guinea-Bissau





Données générales sur le pays

a. Données générales

Pays	Guinée Bissau	Pays voisin Sénégal	France
Population	1 920 922	16 296 364	67 059 887
HDI	0,461	0,514	0,891
IHDI	0,288	0,347	0,809
Mortalité maternelle	900	430	10
Indice de développement de genre	X	0,87	0,98
Population sous mandat UNHCR	4 850	14 359	368 352
INFORM index	4,8	4,6	2,2
Index Etat Fragile	92,9	74,6	30,5
GINI Index	50,7	40,3	31,6
Aide officielle au développement reçue	152,37	991,59	0

b. Instruments de Droit humanitaire ratifiés par le pays

Instruments du droit humanitaire	Statut
Traité contre les mines	Ratifié en 1997
Convention sur les armes à sous-munitions	Ratifié en 2008
Convention relative aux droits des personnes handicapées	Ratifié 2010



c. Analyse géopolitique

La Guinée-Bissau est un pays d’Afrique de l’Ouest, baigné par l’océan Atlantique, limité au Nord par le Sénégal, à l’Est et au Sud par la République de Guinée. La Guinée-Bissau s’étend sur 36 120 km², 28 000 km² de terre et 8 120 km² de mer. Les principales villes sont Bissau (la capitale), Cacheu, Bafata et Gabu.

José Mario Vaz devient président lors de l’élection présidentielle du 13 avril 2014, marquant le retour progressif à la légalité constitutionnelle. Après une longue crise politique, qui a duré presque trois ans, entre le PAIGC et le président Vaz, en avril 2018 le Président José Mario Vaz est parvenu à nommer un nouveau premier ministre en la personne d’Aristide Gomes. En mars 2019 se sont tenues les élections législatives remportées par le PAIGC et ses alliés. En juillet 2020, la ECOMIB (forces armées de la CEDEAO) a quitté le pays.

La Guinée Bissau connaît de nombreux trafics en tout genre (de bois, de drogues et d’armes). Ces trafics ont été longtemps des éléments d’instabilité politique. Depuis 2012, ils sont devenus moins visibles. Ces trafics sont facilités par la proximité du pays avec la Casamance au Sud du Sénégal, zone d’un conflit armé depuis plus de trente ans.

L’économie bissau-guinéenne est fortement perturbée par l’instabilité politique. Les secteurs primaires, tertiaires et secondaires représentent respectivement 49 %, 38 % et 13 % du PIB en 2013. Les moteurs de croissance sont confinés au secteur agricole vivrier et à la production de noix de cajou, qui demeure la pierre angulaire de l’économie. Cette concentration économique a des répercussions directes sur les plus pauvres, en termes d’inclusion et de sécurité alimentaire. Le secteur secondaire souffre du manque d’infrastructures, en particulier hors de la capitale. Quant au secteur tertiaire, il repose sur le commerce et les activités de l’organisation publique.

Selon le dernier Recensement Général de la Population et de l’Habitat (RGPH) effectué en 2009, sur une population de 1 449 230 recensée, 13 590 sont handicapés, c’est à dire 0,94 % de la population résidente. Parmi eux, 53,9 % sont des hommes et 46,1 % de femmes. Ce pourcentage est largement sous-estimé, car les enquêteurs n’ont pas été formés. Il reste aujourd’hui difficile d’évaluer réellement le pourcentage de personnes handicapées vivant dans le pays. La plupart de personnes handicapées recensées vivent en milieu rural (59,4 %), contre 40,6 % en milieu urbain.

En raison du passé conflictuel de la Guinée-Bissau, un nombre important d’armes circule dans le pays et il est considéré que chaque foyer bissau-guinéen possède au moins une arme à feu. Des



initiatives portées dans le cadre du « Peace Building Fund » visent à la réduction de ses armes mais sans avoir donné jusqu'à présent des résultats probants. Une Commission nationale lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres mais elle peine à mettre en place la réforme du secteur de la sécurité, notamment dans son volet coordination, promotion des bonnes pratiques de gestion des ALPC, mobilisation communautaire et actions de plaidoyer auprès des autorités civiles et militaires.

La Guinée Bissau pourrait faire face à des risques naturels liés aux inondations dans les bas-fonds, pouvant réduire la surface des zones servant à la culture du riz et au maraîchage. De plus, la montée du niveau de la mer et le manque de digues anti sel menacent les cultures de la mangrove. Le pays, qui tire une bonne partie de sa richesse de la culture de l'anacarde, pourrait voir ses rendements baisser à cause des risques phytosanitaires et de la diminution des terres cultivables provoquée par le changement climatique.



Résumé de la présence HI dans le pays

HI est intervenu en Guinée-Bissau entre 2000 et 2006. Ses premières actions ont été menées dans les domaines de la réadaptation fonctionnelle (avec la création d'un centre orthopédique), de l'insertion économique des personnes handicapées et dans la lutte contre les mines et les restes explosifs de guerre.

Courant 2015, HI a repris ses activités en Guinée-Bissau, notamment dans le domaine de l'appui à la société civile, l'éducation inclusive et du VIH et handicap. Ces activités sont mises en œuvre dans les régions de Bissau, Cacheu, Oio, Bafatá et Biombo.



Présentation des projets en cours

Secteurs où HI développe des projets avec focus sur les bénéficiaires et les partenaires

Secteur(s) d'intervention principal(x)	Objectif(s) du projet dans le secteur	Activités principales	Bénéficiaires	Bénéficiaires à la fin du projet	Partenaires	Localisation	Dates de début et fin du projet et ses bailleurs
Social & Inclusion Education sans barrières- Assurer l'inclusion à travers des cantines scolaires Educação Sem Barreiras : Educar para incluir, Incluir para educar	Améliorer les conditions de prise en charge adéquate des enfants handicapés dans les cantines scolaires. Sensibilisation au handicap, Convention relative aux droits des personnes handicapées, éducation inclusive et prévention de Covid-19.	<ul style="list-style-type: none">• Produire et diffuser des messages radio dans différentes langues, y compris en langue des signes, sur le handicap, l'éducation inclusive et la prévention du Covid-19 ; une vidéo de sensibilisation sur le handicap, les conventions internationales et le droit à l'éducation.• Diagnostiquer la situation des cantines scolaires et leurs pratiques en matière d'accessibilité et de besoins des enfants handicapés identifiés.• Recommandations à remettre aux acteurs concernés et actions	Accompagnement individuel : <ul style="list-style-type: none">• 1 Directeur Général et 3 techniciens de la Direction Générale de l'Éducation Inclusive, (formation et visite d'étude internationale)• les élèves des 23 écoles du projet (environ 7 000 enfants)• 150 enfants handicapés	<ul style="list-style-type: none">• 23 communautés• Population des régions nationales• 150 communautés d'enfants handicapés.• 7 000 étudiants et étudiantes• 23 écoles dans les régions de Cacheu et Oio (amélioration de l'accessibilité des cantines scolaires)• 150 enfants ont bénéficié d'un soutien scolaire• 50 enfants ont bénéficié d'un soutien individualisé en fonction de leur	<ul style="list-style-type: none">• Ministère de l'Éducation Nationale - Direction Générale de l'Éducation Inclusive• Direction Générale des Cantines Scolaires• Organisations de personnes handicapées	Communauté de Cachéu, Oio et couverture nationale	06.2021 – 04.2022 Programme Alimentaire Mondial (PAM)



		<p>d'amélioration spécifiques dans les cantines de 8 écoles diagnostiquées.</p> <ul style="list-style-type: none">• Former l'équipe de la Direction Générale de l'Éducation Inclusive sur l'éducation inclusive.• Identifier les enfants handicapés ainsi que les parents et les tuteurs handicapés en effectuant un dépistage fondé sur la vulnérabilité pour des actions d'assistance directe.• Assurer le suivi de la permanence des enfants à besoins éducatifs particuliers avec les parents, les éducateurs et la communauté par un système de notification et de soutien individuel.		handicap ou de leur difficulté.			
<p>Social & Inclusion</p> <p>Education sans barrières</p> <p>Promotion nationale de l'éducation inclusive</p> <p>Educação sem Barreiras : Promoção</p>	<p>Développer et aligner une stratégie d'éducation inclusive avec les plans nationaux d'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'un diagnostic avec les acteurs sur l'intégration transversale de l'éducation inclusive dans le système éducatif national• Appui au développement d'une stratégie nationale d'éducation inclusive et d'un plan d'action budgétisé et validé par le Groupe Local d'Éducation• Formation de l'équipe de la Direction Générale de	<ul style="list-style-type: none">• 5 agents de la Direction Générale de l'Éducation Inclusive• 9 directeurs régionaux de l'éducation• Indirect / long terme : niveau national (étudiants, y compris les enfants handicapés, équipes pédagogiques,	<ul style="list-style-type: none">• 5 agents de la Direction Générale de l'Éducation Inclusive• 9 directeurs régionaux de l'éducation• Indirect / long terme : niveau national (étudiants, y compris les enfants handicapés, équipes	<p>Ministère de l'Éducation Nationale - Direction Générale de l'Éducation Inclusive</p>	<p>Assistance technique au Gouvernement - couverture nationale</p>	<p>06.2021 – 01.2022</p> <p>UNICEF</p>



<p>Nacional da Educaçao inclusive</p>		<p>l'Éducation Inclusive et transfert de leurs compétences à l'ensemble des Directeurs Régionaux de l'Education.</p> <ul style="list-style-type: none">• Préparation d'un projet sur les étapes pour une éducation inclusive et de qualité en analysant son processus d'adaptation• Présentation d'un document de réflexion pour une éducation inclusive et de qualité pour l'enseignement primaire• Compilation et analyse des données d'inclusion dans les écoles cibles des trois phases du projet et partage d'un rapport avec les principaux acteurs de l'éducation	<p>acteurs de l'éducation).</p>	<p>pédagogiques, acteurs de l'éducation).</p>			
---------------------------------------	--	--	---------------------------------	---	--	--	--



Bailleurs

Programme Alimentaire Mondial (PAM)



UNICEF

